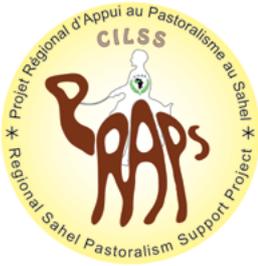




LA BANQUE MONDIALE
BIRD • IDA | GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE



ECHOS DU PRAPS

Bulletin Trimestriel d'information du Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel

N° 06 & 07

Juin-Septembre 2017

SOMMAIRE

EDITORIAL

L'Ingénierie sociale, un moteur de réussite du PRAPS

FOCUS

Transhumance transfrontalière responsable et apaisée

A LA LOUPE

Les entretiens techniques du PRAPS (ETP2)

VIE DU PRAPS

UNITE REGIONALE DE COORDINATION

- ❖ **Formation aux outils de prévention et de sensibilité au conflit dans les activités de pastoralisme**
- ❖ **«Road show» dans la zone transfrontalière entre le Niger et le Nigeria**
- ❖ **Formation de formateurs sur les normes et directives LEGS**

UNITES NATIONALES DE COORDINATION

BURKINA FASO
MALI
MAURITANIE
NIGER
SENEGAL
TCHAD

REGARDS DES ACTEURS

ALBUM

ÉDITORIAL



L'Ingénierie sociale, un moteur de réussite du PRAPS

Le développement des communautés pastorales et agropastorales est resté problématique alors que des décennies durant des fonds inestimables leur ont été apportés. Plusieurs projets et programmes implémentés ont été formulés dans des "hauts lieux", des bureaux feutrés sans une effective implication des "bénéficiaires" auxquels les fruits de la croissance des actions devaient réellement profiter. En effet, nombreux sont-ils ceux d'entre eux à avoir échoué parce que guidés rien que par leur objectifs et non ceux des bénéficiaires.

Le Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS) ayant pour objectif d'améliorer les conditions de vie de plus de 2 000 000 de pasteurs et agropasteurs a opté de s'approprier l'approche de "l'Ingénierie sociale" comme l'un des instruments pour sa réussite aux côtés de ses bénéficiaires. Les enseignements tirés des expériences antérieures du développement rural soutiennent cette option. Cette approche coopérative, démocratique et participative dans un projet contribue à renforcer les efforts individuels et collectifs pour le bien-être et l'épanouissement des hommes, des femmes et des jeunes. Ils sont source de motivation au quotidien pour les équipes des pays et du niveau régional. La mise en oeuvre du projet, intègre la construction de plusieurs infrastructures et la démarche sociale voudrait que le bénéficiaire soit impliqué dès le début du processus pour l'identification des sites, la formalisation de leurs choix par des actes administration et leur engagement à participer à l'opérationnalisation et à la pérennisation desdites infrastructures. Les dispositifs d'action concertée avec l'ensemble des acteurs créent une synergie autour de l'objectif du projet en se fondant sur l'environnement des communautés.

" L'Ingénierie sociale" accompagne les bénéficiaires à identifier les problèmes auxquels ils sont confrontés et à trouver des réponses adaptées. Comme le dit Jean-François Bernoux, « **le développement social territorial est à comprendre comme un processus participatif de production sociale...** »

Chaque jour, nos actions participent de l'atteinte de nos missions à vos côtés.

BONNE LECTURE

Maty Ba-Diao
Coordonnatrice Régionale



Burkina Faso



Mali



Mauritanie



Niger



Sénégal



Tchad

Pour une transhumance transfrontalière responsable et apaisée

4^{ème} Edition de la Rencontre de haut niveau



Du 27 au 29 septembre 2017 s'est tenue à Abidjan, en Côte d'Ivoire, la 4^{ème} édition de la Rencontre régionale de haut niveau pour une transhumance transfrontalière apaisée entre les pays sahéliens et les pays côtiers. Il s'est également agi d'échanger en vue de l'adoption des modalités financières du Programme d'Investissement pour le Développement de l'Élevage et du Pastoralisme dans les pays côtiers (PRIDEC).



La rencontre a par ailleurs permis d'apprécier l'état de mise en œuvre des conclusions et recommandations de la rencontre tenue en septembre 2016 à Lomé, de dégager de nouvelles orientations pour une transhumance apaisée lors de la prochaine campagne et d'arborer la stratégie de mobilisation des ressources financières nécessaires pour assurer la mise en œuvre opérationnelle des composantes nationales et régionale du PRIDEC.

Les Ministres présents et les délégués pays ont noté avec satisfaction le niveau de mise en œuvre des recommandations formulées en 2016. Les institutions d'intégration se sont pleinement impliquées dans leur mise en œuvre. Les différents pays concernés ont été exhortés à redoubler d'efforts pour améliorer le taux de réalisation des recommandations relatives à leurs situations. Les institutions régionales ont été interpellées quant à leur appui afin de permettre à l'espace communautaire de disposer d'un plan de gestion de la transhumance transfrontalière (avec indication des dates de début et de fin de la campagne).

Il est apparu indispensable pour les différents acteurs: pays, partenaires techniques et financiers et organisations d'éleveurs et d'agriculteurs, de tenir des rencontres annuelles, le fondement de la réussite des activités liées à la transhumance. Car la finalité des toutes ces initiatives

est une transhumance transfrontalière apaisée en Afrique de l'Ouest. Ainsi, les acteurs devront prendre des mesures concrètes pour accompagner, encadrer ce type de transhumance, levier de la complémentarité pays Sahéliens-pays côtiers et un des principaux vecteurs de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest.



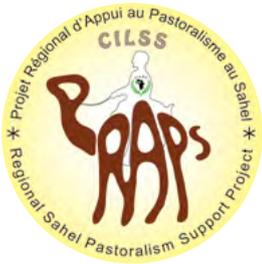
Dans l'optique de la synergie à créer et à renforcer, la Rencontre de haut niveau a exprimé la nécessité de réaliser une cartographie précise des engagements financiers nationaux et régionaux sur l'élevage et le pastoralisme. A ce sujet, les Ministres ont appelé les partenaires techniques et financiers à fournir les éléments d'information permettant de réaliser ce travail.

Afin de faciliter les mouvements des pays de départ vers les pays de transit et d'accueil, les services techniques de l'élevage des pays de départ prendront les dispositions nécessaires pour transmettre aux pays d'accueil, avant le début de chaque campagne, les informations statistiques relatives aux animaux qui envisagent de faire la transhumance (effectif des animaux, zones d'entrée, dates d'arrivée et de départ).

Les Ministres ont souligné la nécessité d'approfondir les réflexions concertées sur la notion de « **bien public communautaire** », en prenant en compte les expériences menées dans la région et les implications juridiques qui en résultent.

Au cours des échanges, la démarche utilisée pour la formulation et la mise en œuvre du PRAPS a été hautement appréciée par les acteurs qui ont recommandé que l'exemple du PRAPS serve de tremplin pour les initiatives régionales.





LES ENTRETIENS TECHNIQUES DU PRAPS (ETP2)

Apprendre des crises pastorales pour une meilleure gestion

Le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Tchad ont tous connu des sécheresses drastiques et des crises pastorales dans les années 1975, 2000 et particulièrement en 2009-2010. La dernière crise pastorale qui reste encore vive dans les mémoires est celle de Diffa, au Niger. Du fait des changements climatiques et des pratiques anthropiques, les crises pastorales se multiplient et les communautés pastorales en gardent de graves conséquences.

Conscients de ces aléas alors que l'objectif du PRAPS est l'amélioration des conditions de vies de plus de 2 000 000 de bénéficiaires directs, le Projet avec l'appui de ses partenaires a organisé du 3 au 5 juillet 2017, à Niamey au Niger, la 2^{ème} édition des Entretiens techniques du PRAPS (ETP2) autour de la thématique des crises pastorales. Ce forum annuel s'est investi pour organiser, coordonner et harmoniser les actions en matière de préparation, d'alerte et de réponses en cas de crises pastorales.



Les entretiens techniques du PRAPS (ETP) sont aussi une plateforme d'échanges et de partage d'expériences, de connaissances tant sur les stratégies que les pratiques sur le terrain. Les ETP 2 ont permis aux différents acteurs du projet de discuter et proposer des solutions autour de trois (3) sous thématiques:

1/ Prévenir les prochaines crises pastorales sur la base des enseignements tirés des précédentes crises. Cela en examinant les stratégies pastorales pour faire face aux crises dans leurs acquis et points d'amélioration. Un autre point d'honneur a été fait aux partenariats et actions intégrant la prise en compte des attentes des populations pastorales.

2/ Suivre et alerter sur les situations pastorales critiques. Les dispositifs (outils, indicateurs et seuils d'alerte), les compétences et les mécanismes d'alerte ont été identifiés et renforcés pour des réactions promptes et efficaces.

3/ Répondre aux crises pastorales

En cas de crises pastorales, caractérisées par des difficultés des populations pastorales, celles-ci y font face par leurs propres moyens. A cette étape, l'implication des différents acteurs fournissant des services aux populations pastorales (services de l'État, collectivités, organisations professionnelles, secteur privé, ONG,...) et les conditions de réussite de l'action sont indispensables. Le PRAPS, dans ce contexte, devra accorder une mention particulière aux groupes vulnérables: les personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté, les personnes ne possédant pas de terres, les personnes âgées, les femmes, les enfants, les personnes handicapées, et les parents uniques.



Au cours des ETP 2, un panel représentatif des grandes catégories d'acteurs : États, Éleveurs, Organisations Régionales, PTF, Recherche, ONG,... sur les enseignements tirés des ETP2 et les perspectives pour le PRAPS et la Foire aux savoirs ou carrousel ont contribué à définir les stratégies pour prévenir, alerter et gérer les crises pastorales dans les pays du PRAPS et au Sahel. • Soutenir l'amélioration de la productivité, la durabilité, la résilience des moyens de subsistance des pasteurs.



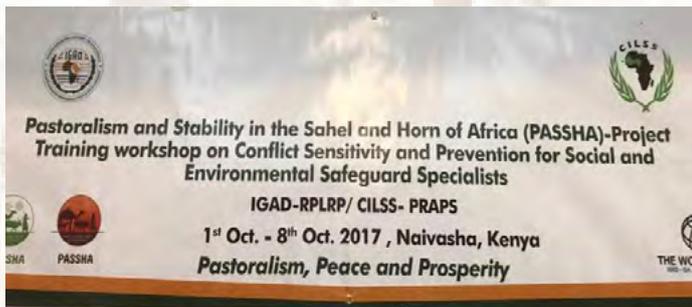


VIE DU PRAPS

UNITE REGIONALE DE COORDINATION -CILSS

FORMATION AUX OUTILS DE PRÉVENTION ET DE SENSIBILITÉ AU CONFLIT DANS LES ACTIVITÉS DE PASTORALISME

Le Projet d'Appui au Pastoralisme et à la Stabilité dans le Sahel et la Corne de l'Afrique (PASSHA), soutient depuis 2016, les deux projets régionaux d'appui au pastoralisme du continent africain, que sont le PRAPS et le Régional Pastoral Livelihoods Resilience Project (RPLRP). Cela dans leur compréhension et prise en compte des aspects de sensibilité et de prévention des conflits, notamment en tirant parti des effets positifs desdits projets. Il est mis en œuvre par le CILSS pour ce qui concerne les pays couverts par le PRAPS. Pour opérationnaliser les capacités des Experts des deux projets, à travers la compréhension et l'utilisation de la Boîte à outils sur la Sensibilité à la Prévention des conflits (SPC), à Naivasha au Kenya, s'est tenue du 1er au 8 octobre 2017, une formation en Sauvegarde environnementale et sociale (SES) & prévention et sensibilité au conflit dans les activités de pastoralisme.



Suite au développement de la boîte à outils en concertation avec les équipes PRAPS-pays, celles-ci et les acteurs de mise en œuvre du Projet sont formés de façon progressive en plusieurs sessions, et selon l'évolution du déroulement de leurs activités. A l'étape actuelle de l'ingénierie sociale pour la réhabilitation ou la construction des infrastructures prévues par le projet, cette formation s'avère indispensable. Le contenu de la boîte, la liste de vérification « check-list », la matrice d'analyse du contexte et des acteurs, le module sur la communication participative ainsi que les référentiels techniques intègrent les problématiques du projet.

La rencontre de Naivasha avec les Experts en Sauvegardes environnementales et sociales (SES) et des Spécialistes en Gestion des crises pastorales fait suite à des rencontres antérieures et à l'animation d'un forum de discussion sur les retours d'expériences sur l'utilisation des outils de SPC.



Au terme de cette concertation, les spécialistes se sont familiarisés avec les modalités de remontée de l'information et leur validation dans la liste de vérification. Ils ont en outre passé en revue le layout final de la boîte à outils et convenu d'initiatives à soumettre au PRAPS et au RPLRP pour maintenir un mode d'apprentissage mutuel pour l'atteinte des objectifs des deux projets.



La mise en œuvre efficace de la SPC dans les activités du RPLRP et PRAPS est fortement dépendante de la mise en œuvre de SES sur le terrain.

Cette formation a contribué au renforcement de l'utilisation et la dissémination de la SPC et à l'ancrage de la boîte à outils tout le long du cycle du PRAPS et RPLRP et même au-delà.





UNITE REGIONALE DE COORDINATION -CILSS

«ROAD SHOW» DANS LA ZONE TRANSFRONTALIÈRE ENTRE LE NIGER ET LE NIGERIA

Du 19 au 20 septembre 2017 s'est tenu à Katsina au Nigéria, un «Road Show», organisé conjointement par le CILSS, l'Alliance Borderless, le ProFAB et le ProDAF autour de la réduction des barrières liées au commerce entre le Nigéria et le Niger.

Jigawa au Nigeria et de Zinder, Maradi et Tahoua au Niger ont été sensibilisés à réduire, voire éliminer les obstacles aux échanges de produits de l'agriculture et de l'élevage entre le Niger et le Nigeria en général et dans la zone des corridors « Maradi-Katsina-Kano (MK²) », (ii) « Tahoua-Sokoto-Zamfara-Kano (TSZK) » et (iii) « Zinder-Daura-Jigawa-Kano (ZDJK) ».



Les travaux se sont déroulés en deux phases, la première journée a été consacrée aux travaux en plénière, animée par une série de présentations suivies des échanges sur : (i) la géographie des flux (cartographie des circuits des flux), (ii) l'organisation des acteurs et fonctionnement des filières (réseautage et relation entre acteurs), (iii) Volume et valeur des flux à travers les trois corridors, (iv) l'ampleur des tracasseries et obstacles liés au commerce transfrontalier et (v) les réglementations indispensables du transport et du commerce.

La seconde quant à elle a été axée sur des visites



Cette rencontre avec les parties prenantes du commerce a concerné la zone frontalière entre le Niger et le Nigeria (plus de 1 500 km). Cette zone est manifestement l'une des plus actives dans les échanges transfrontaliers en Afrique de l'Ouest. Ces échanges portent sur d'importantes quantités de céréales, de niébé, de souchet et de bétail sur pieds. Au-delà du renforcement des relations entre les deux pays, ces échanges jouent deux fonctions essentielles : (i) l'accélération de la croissance des économies des deux pays, (ii) une soupape de sécurité alimentaire pour le Niger en cas de crise conjoncturelle. Cependant, diverses entraves obstruent la libre circulation des biens et personnes. Celles-ci vont du caractère informel du commerce transfrontalier au manque d'actes administratifs en passant par le harcèlement par certaines forces de sécurité.

aux autorités et aux agents de contrôle aux postes de Farou (Niger) et Magama (Nigeria).

A l'issue des travaux, une feuille de route de mise en oeuvre des conclusions du Road Show a été établie.

48 heures durant les acteurs des différents corridors, différentes autorités et parties prenantes au commerce transfrontalier: administrations et secteur privé des régions de Katsina, Kano et



En rappel, ce Road show fait suite à celui organisé à Sikasso, au Mali, du 23 au 24 mars 2017 sur « la réduction des entraves au commerce des produits agropastoraux dans la zone de Sikasso (Mali) – Bobo-Dioulasso (Burkina Faso) et Korhogo (Côte d'Ivoire).





UNITE REGIONALE DE COORDINATION -CILSS

FORMATION DES FORMATEURS SUR LES NORMES ET DIRECTIVES LEGS

Du 05 au 10 juin 2017, Ouagadougou a accueilli la Formation des Formateurs sur les normes et directives pour l'aide d'urgence à l'élevage (LEGS). Cette formation organisée autour du manuel LEGS publié en 2009 avait pour objectif d'améliorer la qualité et l'impact sur les moyens d'existence des projets liés à l'élevage dans les situations humanitaires. La Coordination LEGS a contribué au renforcement de capacité au niveau national et local dans les régions en voie de développement, à travers le monde. Ce stage organisé au Burkina Faso s'inscrit dans une série de formations et programmes de sensibilisation dans les Pays.



Le stage de six jours s'est articulé autour de la formation LEGS de 3 jours, et d'une autre formation de 3 jours sur les techniques de formation participative, les principes d'apprentissage des adultes et les sessions pratiques. Les participants issus des équipes du PRAPS Burkina Faso, du Ministère des Ressources Animales et de l'Unité régionale de Coordination du PRAPS ont de façon manifeste :

- Cerner et appliquer l'approche LEGS ;
- Identifier les interventions appropriées en matière d'élevage basées sur les moyens; d'existence en situation d'urgence;
- Concevoir et mettre en œuvre des interventions conformément aux normes et directives de LEGS;
- Énoncer les principes de l'apprentissage par des adultes et les appliquer aux sessions de formation LEGS;
- Décrire le rôle et les responsabilités des formateurs ;
- Préparer et conduire une session de formation ;
- Utiliser un éventail de compétences et méthodes de formation et;
- Planifier et dispenser une formation LEGS.

Ils se sont par ailleurs appropriés avec l'approche d'Apprentissage des Adultes. En exercice, les participants ont planifié et animé la formation LEGS. À la fin de la formation les participants ont renforcé leurs capacités à décrire et appliquer l'approche LEGS pour l'évaluation et la planification, identifier les interventions appropriées en matière d'élevage basées sur les moyens d'existence en situation d'urgence et conçu et à mettre en œuvre des interventions conformément aux normes et directives LEGS.



Dans la mise en œuvre du PRAPS, la formation LEGS dans l'ensemble de six (6) pays s'inscrit selon les composantes clés et les priorités comme un processus pour définir les Plans d'Actions en détail. Trois domaines clés entravant les moyens d'existence des pasteurs sont pris en charge par le PRAPS:

- L'accès aux services de base comme les soins vétérinaires, l'eau, les prévisions météorologiques, les pratiques de gestion des troupeaux et de terres, la nutrition animale, l'information des marchés et les services consultatifs adaptés aux communautés mobiles en vue de stimuler la productivité.
- La coopération nationale et régionale, particulièrement le contrôle des maladies animales, la gestion des ressources naturelles, le mouvement transfrontalier des troupeaux et la facilitation du commerce ; et
- La résilience au changement climatique, les maladies animales, les aléas économiques, les conflits et l'insécurité.





VIE DU PRAPS

UNITES NATIONALES DE COORDINATION -PAYS

Planification transfrontalière des Infrastructures dans la zone du PRAPS

Dans la perspective de l'atteinte des objectifs escomptés, la mise en oeuvre du PRAPS prévoit l'implantation d'infrastructures aux différentes frontières des 6 pays concernés par le projet: Burkina Faso-Mali-Mauritanie-Niger-Sénégal et Tchad. Ces pays sont regroupés par axe: Burkina Faso-Mali-Niger, Sénégal-Mali-Mauritanie et Niger-Tchad. Afin de mutualiser et optimiser l'action du PRAPS, les pays partageant les mêmes frontières ont convenu de tenir des rencontres transfrontalières en vue d'une meilleure planification des infrastructures à implanter.

Ainsi après, Ourosogui, au Sénégal qui a réuni le Mali, la Mauritanie et le Sénégal, Dori au Burkina Faso a regroupé les Experts des Composantes "Amélioration de la Santé animale", "Amélioration de la Gestion des Ressources naturelles", de la "Facilitation de l'accès aux marchés", des responsables de suivi-évaluation des projets, des élus locaux, des responsables de projets de développement rural du Burkina Faso, du Mali et du Niger afin d'opérer des choix optimaux et cohérents dans la planification des infrastructures entre les trois (3) pays. Au-delà des activités du PRAPS, la synergie a concerné les investissements frontaliers prévus par le Programme Régional de Renforcement de la résilience au Sahel (P2RS), un programme du CILSS financé par la BAD, d'autres projets desdits pays ou

régionaux qui ont des réalisations aux frontières.

Le Secrétaire Général de la Région du Sahel, a invité les pays présents à une meilleure capitalisation des expériences en vue d'une planification des investissements à la satisfaction de tous, notamment des bénéficiaires.



S'agissant de la planification aux frontières de l'Axe Burkina Faso-Mali-Niger, au titre de la **Composante 1 : Amélioration de la santé animale**, il est prévu la construction et la réhabilitation de postes vétérinaires, de parcs de vaccinations. L'actualisation des données et des cartes zones frontalières viendra renforcer la bonne couverture et la cohérence pour les infrastructures de santé animale des pays, un rayon de 25 km autour des infrastructures prévues par le PRAPS, le P2RS et les infrastructures existantes.

Concernant, la **Composante 2 : Amélioration de la gestion des ressources naturelles**, des infrastructures hydrauliques et des aménagements pastoraux (couloirs de passage, aires de pâturages et de repos) seront implantés. Pour une bonne répartition spatiale des infrastructures, la distance moyenne entre deux (02) points d'eau dépendra de la zone d'influence de ceux-ci. Il s'agira de considérer les indicateurs du cadre de résultats des différents pays, qui varient de 15 km à 25 km et selon que l'infrastructure est pérenne ou temporaire.

Ainsi, pour les infrastructures temporaires (boulis et mares,...), la distance moyenne retenue est de 05 km et pour les infrastructures pérennes (forages, puits, barrages, ...) de 15 km.





VIE DU PRAPS

UNITES NATIONALES DE COORDINATION -PAYS

Planification transfrontalière des Infrastructures dans la zone du PRAPS

Les aménagements pastoraux (couloirs de passage, aires de repos et de pâture) déjà existants dans les différents pays ont également été projetés pour voir la jonction des aménagements entre les pays, surtout concernant les couloirs de transhumance. Certaines données du projet BRACED, qui a intervenu dans les trois (03) pays, ont été utilisées comme exemple.

Des données sur les infrastructures hydrauliques de l'ONG APSS ont également été exploitées. Certaines pistes n'ont pas été sécurisées. Sur la question de la sécurisation, il est ressorti que les opérateurs priorisent les tronçons de pistes qui font objet de litige. Les principaux couloirs de passage utilisés par les éleveurs nigériens pour se rendre au Burkina Faso ou le traverser n'ont pas été formellement identifiés sur la carte. Le PRAPS/Niger sera mis à contribution pour les identifier.



Dans la **Composante 3 : Facilitation de l'accès aux marchés**, une bonne cohérence dans la planification des différentes infrastructures frontalières a été soulignée. Les infrastructures marchandes (aires d'abattages, les marchés à bétail, magasins d'aliments bétail, centre de collecte de lait) ont été intégrés par les pays qui définiront leur Plan Type de marché à bétail sur la base du plan global.

Afin d'opérationnaliser de façon efficace, l'implantation des infrastructures dans le PRAPS, les cadres de concertation dont le dernier tenu à Dori a recommandé :

- la définition de stratégies intelligentes d'intervention

dans les zones d'insécurité ;

- le développement d'une synergie d'actions entre l'ensemble des intervenants sur le terrain ;
- l'actualisation des cartes des infrastructures dans les pays d'intervention du PRAPS;
- l'appui à l'identification des principaux couloirs de passage du Niger qui passent par dans les pays du PRAPS;
- l'implication des acteurs des communes frontalières des différents pays dans les échanges communautaires sur les accords sociaux.

A terme, les rencontres de planification transfrontalière visent l'implantation cohérente et productive des infrastructures d'élevage tout en : i) créant des conditions optimales de facilitation de la mobilité transfrontalière et la valorisation de ses produits ; ii) renforçant le respect de préservation de l'environnement ; iii) garantissant la conformité avec les normes et législations en vigueur dans chacun des pays.

Situation des infrastructures frontalières prévues par les trois pays dans les communes/villages frontaliers Burkina Faso- Mali -Niger

| | BF | Mali | Niger |
|---|----|------|-------|
| Parc de vaccination | 12 | 9 | 5 |
| Poste vétérinaire frontaliers | 13 | 17 | 5 |
| Balisage de couloir de transhumance | | | 250 |
| Régénération d'aires de pâturage | | | 750 |
| Forage | 21 | 12 | 13 |
| Mares | 6 | | |
| Boullis | 8 | | |
| Marchés à Bétail | 2 | | |
| Aires d'abattage | 2 | | |
| Magasin de stockage d'aliment Bétail | | 8 | |



UNITES NATIONALES DE COORDINATION -PAYS

Formation en techniques de conservation et de transformation de lait cru



Selon la Direction Nationale des Productions et des Industries Animales (DNPIA 2007), pour assurer à la population malienne, une consommation annuelle de 40 litres de lait par habitant, le Mali doit collecter et transformer la totalité de son disponible laitier estimé à 500.000.000 litres par an. L'augmentation de ce disponible passera par l'intensification de la conduite du troupeau, notamment la stabulation d'une partie du troupeau pour la professionnalisation de la production laitière. Aussi, des structures pour la collecte, la conservation et la transformation doivent accompagner cette stratégie.



La récente envolée des prix du lait au niveau du marché international est favorable aux perspectives de la filière laitière au Mali. Conscient du rôle joué par les femmes dans la production laitière et fort de son objectif d'améliorer leurs conditions de vie, à travers le projet, le PRAPS Mali a organisé du 14 au 21 septembre 2017 et du 26 au 29 septembre 2017 respectivement à Mopti et à Sikasso des sessions de formation des groupements de femmes sur l'utilisation, la gestion durable des kits, l'hygiène de la traite manuelle et la transformations du lait cru local.

Ces formations qui rentrent dans le cadre des activités de la composante «**Facilitation de l'accès aux marchés**» du Projet sont organisées en collaboration avec le Projet de développement et de valorisation de la production laitière (PRODEVALAIT).



L'objectif global est de renforcer les compétences techniques des groupements de femmes autour des centres de collecte de lait en technique d'utilisation et gestion de kits, l'hygiène de la traite manuelle, les techniques de transformation du lait cru.

Les travaux se sont déroulés en plénière (présentation power point, projection de films, échange sur les différents points abordés, partage d'expériences des participants) et de travaux pratiques (séance de démonstration).

Environ 200 personnes dont plus de 180 femmes ont participé à ces formations.

De façon générale, le lait local est produit au Mali dans deux grands systèmes de production : l'élevage extensif et l'élevage intensif.





UNITES NATIONALES DE COORDINATION -PAYS

Formation régionale sur l'élaboration des plans d'urgence zoo-sanitaire

Bamako a accueilli, du 18 au 22 septembre 2017, la session de "formation régionale sur l'élaboration des plans d'urgence zoo-sanitaire dans le cadre du PRAPS". Organisée par la coordination régionale de la Composante " Amélioration de la Santé animale", Celle-ci a réunit les responsables nationaux chargés de l'élaboration ou de la mise en œuvre des plans d'urgence zoo-sanitaire au niveau des administrations centrales des ministères en charge de l'élevage dans les six pays membres du PRAPS (Sénégal, Mauritanie, Niger, Mauritanie, Tchad, Mali).



- éléments constitutifs de l'organisation générale des plans d'urgence zoo-sanitaire (préparation, prévention, détection, réponse et rétablissement) ;
- méthodologie (connaissance et procédures techniques) relatives à l'élaboration ou la mise à jour des plans d'urgence zoo-sanitaire ;
- connaissances et procédures techniques relatives à la mise en œuvre des exercices de simulation ;
- protection, sécurisation et promotion de cette richesse réelle, qui est l'élevage pastoral; mode de vie de plusieurs millions de populations sahéliennes, vecteur de la croissance économique de la sécurité, de la paix, de la stabilité et de la création d'emploi et facteur du recul de l'insécurité alimentaire, de la malnutrition et de la pauvreté.

La session de formation a consisté en sessions plénières en échanges, études de cas (exposé de scénario) et de travaux en groupes.

Il est relevé que la plupart des pays PRAPS dispose des plans d'urgence zoo-sanitaire. Cependant, ces plans ont rarement été actualisés et ne sont par conséquent pas opérationnels.

C'est dans ce contexte qu'une étude consistant à dresser l'état des lieux de la situation dans chacun des six pays du PRAPS a été réalisée. Les résultats de l'étude ont abouti à la planification d'une formation spécifique sur l'élaboration et ou la mise à jour des plans d'urgence zoo-sanitaire. Ce renforcement de capacités rentre dans le cadre des activités prévues dans le volet " Appuis techniques ciblés". Elle avait pour objectif de compléter le niveau de compétence et de maîtrise des cadres nationaux responsables de l'élaboration ou de la mise en œuvre des plans d'urgence zoo-sanitaire. Vingt-quatre (24) personnes soit quatre personnes par pays y ont participé.

Au cours de la semaine de formation, les participants ont également échangé autour des points ci-après:



Pour souligner la pertinence de la formation, Madame le Ministre de l'Elevage et de la Pêche, LY Taher DRAVE a rappelé les atouts et les contraintes des systèmes d'élevage pastoraux dans les pays du Sahel, l'objectif visé par le PRAPS en général et de la Composante santé animale en particulier. Elle a souligné l'importance des plans d'urgence zoo-sanitaire, des armes efficaces pour le contrôle et la lutte contre les épizooties et un outil indispensable pour faire face aux maladies émergentes et ré- émergentes.





VIE DU PRAPS

UNITES NATIONALES DE COORDINATION -PAYS

2^{ème} édition de la foire pastorale Kayes : du 21 au 28 août 2017

La Direction Régionale des Productions et Industries Animales (DRPIA) de Kayes, a été du 21 au 28 août 2017, le lieu privilégié de la 2^{ème} édition de la Foire pastorale, organisée par les partenaires d'exécution et bénéficiaires du Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS- Mali).

La Foire pastorale de Kayes a eu pour objectif global d'augmenter les revenus des pasteurs et agropasteurs à travers la promotion et la commercialisation du bétail et des produits pastoraux . Informer et sensibiliser les pasteurs et les agro pasteurs sur les itinéraires techniques en faveur de développement du pastoralisme ont par ailleurs sous tendu ladite activité.

En prélude à la Foire, des missions d'information et de communication se sont tenues dans les zones de Diéma, Fassoudebé, Nioro, Kayes, (Mali), Tamba, Gouderi et Kidira (Sénégal) et Kifa, Tanaha et Kankota (Mauritanie). Susciter la participation des pasteurs et agropasteurs de ces localités à la foire et mettre à leur disposition des comprimés d'albendazole 300 mg en appui au déparasitage des animaux qui seront exposés ont entre autres été les piliers de réussite de ce grand rassemblement.



La Foire agropastorale de Kayes s'est articulée autour d'exposition/vente de bétail sur pieds, de produits et sous-produits de l'élevage et de présentations thématiques sur : (i) le PRAPS-Mali et le financement des activités de pastoralisme par le PRAPS notamment les activités génératrices de revenus (AGR), (ii) l'accès aux informations du marché par l'opérationnalisation du SIM Bétail, (iii) la vaccination et le déparasitage des animaux pour présenter les produits de qualité, (iv) la facilitation des relations d'affaires entre les acteurs des filières le cas de l'abattoir LAHAM Industrie de Kayes.



Le lancement des activités s'est effectué le 23 août 2017 sous la présidence de Madame le Ministre de l'Elevage et de la Pêche Mme LY Taher DRAVE, en présence de son homologue de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, Mme TRAORE Oumou TOURE, du Directeur Général de l'Institut du Sahel (INSAH), Dr Mohammed Abdellahi EBBE représentant le Secrétaire Exécutif du CILSS-Coordonnateur régional du PRAPS, du Président de la Fédération Bétail Viande du Mali, Honorable Dr Ousmane Bah, du Gouverneur de la Région de Kayes M. Babahamane MAIGA, du Maire de la commune urbaine de Kayes Adama GUINDO, du Coordonnateur du PRAPS-Mauritanie, M. Idriss Diarra représentant le Ministre chargé de l'Elevage de la Mauritanie, du Coordonnateur du PRAPS-Mali, Abdoul Wahab Diarra.

Ont également pris part à cette cérémonie, les Représentants des organisations/ associations de pasteurs et agro-pasteurs du Mali, de la Mauritanie, du Sénégal, des services techniques publiques, para publiques et privés, des autorités administratives et politiques , des association et ONG de femmes et jeunes pasteurs et agro pasteurs, de l'Unité de Coordination du PRAPS-Mali (UCP-PRAPS).





VIE DU PRAPS

UNITES NATIONALES DE COORDINATION -PAYS

2^{ème} édition de la foire pastorale Kayes : du 21 au 28 août 2017

Le Représentant des pasteurs et agro pasteurs a souligné que la foire est une occasion pour les pasteurs et agro pasteurs de négocier directement avec les clients à l'abri des intermédiaires mal intentionnés. Il a aussi saisi l'occasion pour soumettre à Madame le Ministre de l'Élevage et de la Pêche, un certain nombre de contraintes spécifiques à leurs activités.



La Foire a enregistré la présence des pasteurs et agropasteurs de toutes les dix régions du pays, notamment, ceux des régions de Ségou, Koulikoro et Kayes et également des participants des pays PRAPS limitrophes de la région de Kayes (Sénégal et Mauritanie). Elle a servi de cadre pour une remise symbolique d'aliments bétail aux pasteurs, de four de fumage de poisson aux femmes pêcheurs de Manantali.

Au niveau des stands, 34 exposants dont 14 femmes ont exposés divers produits d'origine animale : viande (viande fraîche, rôtie et séchée), lait (fromages, yaourt, ghee, savons etc.), les cuirs et peaux, les produits de cueillette, les médicaments vétérinaires et certains résultats de la recherche sur les chèvres Géra et Anglonubien qui sont prêts à être diffusés dans le cadre de l'intensification de la production de fromage. La valeur estimative des produits exposés en stands est de 935 000 000 FCFA.

Au cours de la foire environ 1400 personnes avec plus de 700 femmes et jeunes ont été présents sur le site de la foire du 21 au 28 août 2017; vendeurs, acheteurs et visiteurs compris.

En outre des activités connexes ont été développées autour du site de la foire : la vente de corde, de foin, d'eau et de divers produits alimentaires.

La valeur estimative des activités développées est de 500 000 000 FCFA.



Le Directeur Général de l'Institut du Sahel (INSAH) au nom du CILSS, a salué les efforts du Président Ibrahim Boubacar Keita et de son Gouvernement pour la mise en place du dispositif contre les tracasseries le long des axes commerciaux et aux frontières et d'autres initiatives visant à développer l'élevage et la Pêche au Mali et à lutter contre le chômage des jeunes. Il a également souligné que le CILSS a très tôt compris l'importance du marché dans la réduction de l'insécurité alimentaire d'où l'intérêt qu'il place dans l'organisation des foires et d'autres espaces commerciaux.

L'Édition 2017 de la Foire de Kayes a enregistré 20 734 têtes qui ont été présentées par l'ensemble des exposants toutes espèces confondues dont 13 356 têtes vendues pour une valeur de 1 077 835 500 FCFA.





UNITES NATIONALES DE COORDINATION -PAYS

Campagne de vaccination 2016-2017 : une communauté pastorale témoigne

Une mission d'appui du PRAPS CILSS (comprenant l'Experte en Communication et son homologue en Suivi-Évaluation) a visité à la mi-mai la communauté pastorale du PK22 (à la sortie de Rosso) dans la wilaya du Trarza, qui a bénéficié de la dernière campagne de vaccination du cheptel.

Moctar, 60 ans, fait partie des éleveurs de cette localité. C'est un chef de ménage affilié au Groupement national des associations agro-sylvo-pastorales (GNAP), qui fait partie des deux plus importantes organisations de pasteurs au niveau national. « Cette année, dit-il, près de 400 bovins dont je suis le propriétaire ont été vaccinés par les équipes de la délégation régionale du Ministère de l'élevage ».

Alioune, 35 ans, un autre éleveur de cette communauté déclare pour sa part : « Je n'ai pas fait vacciner mes animaux, car je n'avais pas le temps » dit-il. Cette déclaration vient une fois de plus démontrer que les

équipes ne doivent point atténuer les campagnes de sensibilisation sur l'importance et les enjeux de la



vaccination pour le bétail et pour les pasteurs.

« Avec 5% seulement de bénéficiaires touchés, le Trarza figure parmi les wilayas où les éleveurs sont réputés être les moins enclins à vacciner leurs animaux : c'est l'un des principaux enseignements tirés de la présente campagne », indique le coordinateur national du PRAPS-MR, Dr. Lemrabott Ould Mekhalla,

« Certes la couverture vaccinale dans cette région a été nous avons amélioré cette année de manière significative par rapport à l'année précédente, mais il y a toujours des réticences par rapport à l'acte de la vaccination. »

Intégrer davantage la communication, en vue de favoriser un meilleur changement de comportement des bénéficiaires vis-à-vis de la vaccination, demeure donc un défi que le PRAPS, le Ministère de l'Élevage et les organisations des pasteurs se doivent de relever. Et les bonnes intentions pour la prochaine campagne ne manquent pas...



UNITES NATIONALES DE COORDINATION-PAYS

Cure salée 2017, au-delà des festivités, un véritable cadre de partage



Pour l'édition 2017, la fête annuelle des éleveurs communément appelée **“Cure Salée”** s'est tenue du 16 au 19 septembre 2017 à Ingall sous le thème **« Pastoralisme, vecteur de paix au Sahel »**. Cette célébration est un véritable cadre d'échanges entre les acteurs du secteur de l'élevage et du développement du Niger. Au-delà des festivités, les éleveurs, pasteurs, les autorités abordent les entraves au développement de l'élevage au niveau national et sous régional et explorent les pistes de solutionnement pour le rayonnement de l'activité.



Au tour de SEM, le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, M. Brigi Rafini, une série d'activités a été organisée en présence de plusieurs acteurs du développement. Il s'agit des visites de stands d'exposition, des audiences foraines autour de l'élevage et des activités connexes. Une campagne de vaccination gratuite du cheptel contre la péripneumonie contagieuse des bovidés, la peste des petits ruminants, la pasteurellose cameline, la mise en place des aliments pour bétail et leur session aux éleveurs à des prix modérée ; la réhabilitation et la réalisation des points d'eau pastoraux pour les besoins des éleveurs et de leurs cheptel ont été réalisés .

Il convient de mentionner l'appui financier apporté par le PRAPS Niger à l'organisation de cette édition et l'animation d'un stand d'exposition.

Le Ministre délégué à l'élevage, Mohamed Boucha a exhorté les agropasteurs à une utilisation rationnelle

des ressources fourragères dont l'accès est régi par des normes et des règles en la matière. Il a aussi rassuré ces derniers que les actions de renforcement de leur résilience, initiées et mis en œuvre par le Ministère de l'Élevage s'intensifieront avec leur implication. C'est entre autres la réalisation d'infrastructures commerciales de production, de transformation des productions animales c'est-à-dire des chaînes de valeurs, etc. **« C'est à cette condition que nous pouvons répondre durablement à l'augmentation considérable en produits animaux dans un contexte de compétitivité, sur la nécessité de prendre en compte les questions émergentes comme les changements climatiques, la question foncière, les maladies émergentes et ré-émergentes »** déclare le ministre, Mohamed Boucha qui a salué la synergie d'actions entretenues par son Département et les partenaires techniques et financiers du secteur rural.

Ce grand rassemblement chaleureusement apprécié par lui est un cadre idéal d'échanges multiformes, une tribune où les questions d'intérêt national sont abordées, et où sont posés les jalons de la prise en charge des différents besoins des acteurs du secteur par les autorités. L'Etat s'est engagé à insuffler une dynamique nouvelle à la Cure salée et à toutes les fêtes pastorales pour qu'elles soient des vitrines de l'élevage en créant les conditions de leur donner une dimension internationale comme l'a indiqué SEM, le Premier Ministre. Cela intègre notamment l'alimentation du bétail, la multiplication des puits pastoraux, la promotion des exploitations familiales et le renforcement des capacités des services vétérinaires.

La Cure salée, revêt une importance particulière pour les nomades des régions de Zinder, de Maradi et de Tahoua. C'est une tradition qui contribue au développement socio-économique et culturel des populations.





VIE DU PRAPS

UNITES NATIONALES DE COORDINATION-PAYS

Cure salée 2017, au-delà des festivités, un véritable cadre de partage



La Cure salée permet aux éleveurs nomades de nouer et de consolider les liens d'amitié et d'échanger des informations. La fête donne lieu à des mariages Bororos à travers le Guerewel. Des concours de Tendé, de beauté de jeunes filles nomades, de chants et danses ainsi que diverses compétitions, notamment les courses de dromadaires qui ont été les points forts de cette fête des agropasteurs. Les Bororos réputés pour leur beauté ont remporté les premiers prix de la beauté homme et femme. De même leurs dromadaires méharéesse sont imposés sur « le camélodrome » de la palmeraie de In'Gall quand bien même c'est le commerçant - caravaniers d'Iférouane El Hadj Atoua Bidika qui a raflé les premières places dans les courses des camélidés.

Au cours de la Cure salée, les éleveurs échangent les différentes informations dont chaque réseau disposent tant sur la qualité des pâturages, la disponibilité des réseaux hydriques, les éventuelles alertes à des crises pastorales, les maladies, les zones susceptibles d'engendrer des conflits dans les mois à venir que sur les bonnes pratiques à adopter afin de tirer le meilleur parti des activités d'élevage et de transhumance.

Cette activité réunissant une forte population pastorale, les services techniques de l'élevage organisent des campagnes de vaccination animale et prestations de soins, prestations devant permettre aux pasteurs en transhumance durant les campagnes de sécuriser leur bétail.

La soirée culturelle, le défilé des plus belles femmes nomades, le concours de la beauté, la fantasia des chameaux autour du Tendé (tambour touareg) ont été les moments forts de cette Edition de la cure salée 2017.



Ce grand rendez-vous du donner et du recevoir est également une tribune d'expression de toute la richesse de l'artisanat et de l'élevage nigérien. Hommes et femmes s'unissent afin de jouer leur partition dans la construction de l'économie

locale, nationale et régionale.





UNITES NATIONALES DE COORDINATION-PAYS

SIGNATURE DE CONVENTION SUR LA TRANSHUMANCE TRANSFRONTALIÈRE

Le lundi 25 juillet 2017 restera gravé de pierre dans les annales des populations de l'Etat de Katsina, au Nigéria et de la Région de Maradi, au Niger et au-delà de la toute la zone osahélienne. En effet, c'est ce jour que les deux Gouverneurs, Zakari Oumarou pour Maradi et Aminu Bello Masari pour le Nigéria, ont précédé à la signature officielle de l'Accord bilatéral sur la transhumance transfrontalière entre leurs espaces.

A l'initiative de l'Association pour la Redynamisation de l'élevage au Niger (AREN) avait l'appui du Projet Régional d'appui au Pastoralisme au Sahel, (PRAPS) cet accord est l'aboutissement d'un processus participatif qui entend semer les graines d'une transhumance apaisée afin de faire jouer au pastoralisme son rôle réel dans l'économie de nos Etats et dans la cohésion sociale.



économique de leurs Etats et la culture de la paix entre les peuples.

Hassane Baka, Administrateur de l'AREN a salué cette signature qui ouvre de nouveaux horizons à la pratique de la transhumance. Pendant longtemps, les conflits liés à diverses attitudes ce sont multipliés. Il a également qualifié cet accord d'une perception nouvelle de la coopération qui est à saluer comme

un engagement politique ferme à développer l'élevage. **« Il nous faut donc renforcer et concrétiser cette volonté politique à tous les échelons, au niveau individuel jusqu'au niveau institutionnel pour que cette avancée considérable ne puisse être annihilée par des entraves et des réticences persistantes çà et là »** a-t-il dit.



Le Gouverneur de l'Etat de Katsina, Aminu Bello Masari pour sa part, a magnifié les relations séculaires entre nos deux pays en général, et entre Maradi et l'Etat de Katsina. Pour lui, c'est un même peuple et pour preuve, il s'est appuyé sur l'appellation de Maradi, "Katsina Maradi" qui prouve à suffisance, que les peuples sont les mêmes. Il s'est particulièrement réjoui de la signature de cet accord qui apportera sans nul doute un climat de sécurité apaisé dans cette zone frontalière qui connaît de multiples soubresauts. Il a enfin émis le vœu de voir à travers cet accord l'atteinte des objectifs pour le bien être des deux

En ce qui concerne l'élevage transhumant transfrontalier entre la région de Maradi et l'Etat de Katsina, Zakari Oumarou a souligné que le pastoralisme **« reste et demeure l'une des principales sources de revenus et de bien-être des populations et de leurs Etats et il constitue un mode de vie et de production qui doit être préservé pour les générations actuelles et à venir »**.

A travers cet Accord, les deux parties s'imposent le respect et l'application effective de la réglementation communautaire et des mesures arrêtées par leur engagement.

Par les actes des premières autorités, l'ensemble des acteurs concernés par la transhumance transfrontalière, notamment, les propriétaires d'animaux, des bergers, agriculteurs, des institutions de développement, des services techniques déconcentrés, des projets et ONG réitérent leur volonté manifeste pour le développement



UNITES NATIONALES DE COORDINATION -PAYS

FORMATION EN SEROMONITORING: SOUS LE SIGNE DE L'IMMUNISATION DU CHEPTEL



L'Atelier de formation régionale sur le séromonitoring des campagnes de vaccination contre la peste des petits ruminants (PPR) et la péripneumonie contagieuse bovine (PPCB) a été lancé le 11 septembre à Dakar.

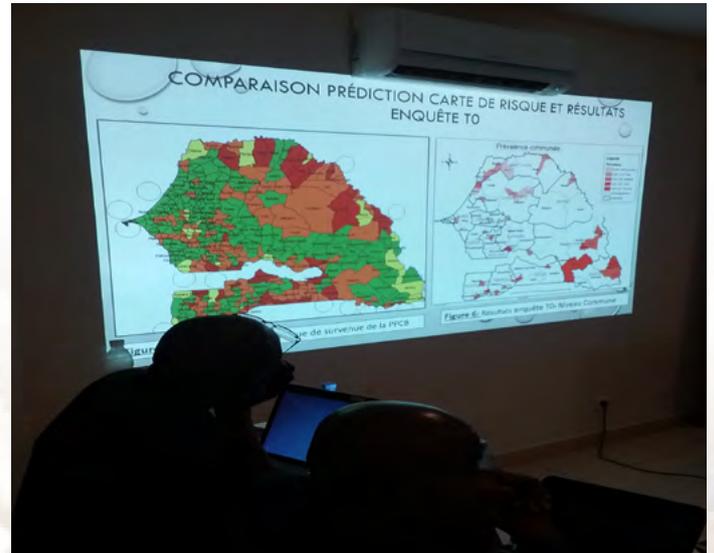
Pour rappel, le séromonitoring évalue la protection du cheptel suite à une vaccination et mesure la qualité de la protection ou immunisation. La cérémonie d'ouverture a été présidée, au nom du Ministre de l'Elevage et des Productions animales du Sénégal, par le Dr Mamadou Ousseynou Sakho, Secrétaire Général dudit ministère.



Cette rencontre de six jours, rentre dans le cadre des activités du Projet régional d'appui au pastoralisme au Sahel qui regroupe six pays sahélo-sahariens : Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad, sous la coordination du Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS). Elle est à mettre à l'actif de la Coordination régionale de la composante santé animale du PRAPS avec l'appui du PRAPS Sénégal.

L'objectif du PRAPS, financé par la Banque mondiale à hauteur de 248 millions de dollars américains (environ 124 milliards de F CFA), est de rechercher les voies et moyens de renforcer la résilience des sociétés pastorales des pays ciblés par l'amélioration de la santé animale, la gestion des ressources naturelles, la prévention des crises pastorales et la mise en marché des produits d'origine animale.

La composante Santé animale du PRAPS est financée à hauteur de 50,48 millions de dollars américains soit 20,35% du montant total du projet.



Elle est mise en œuvre par l'Organisation mondiale de la Santé animale (OIE) à travers la Coordination régionale qui organise cette formation dans le cadre de la convention signée le 23 octobre 2015 à Paris, entre le CILSS et l'OIE. L'objectif général de la composante santé animale est d'appuyer les efforts nationaux et régionaux pour bâtir des services vétérinaires durables et performants à travers des interventions efficaces comme les campagnes de surveillance et de lutte contre les principales maladies transfrontalières, notamment la PPR et la PPCB.

Dans son allocution introductive, le Pr Oumar Idriss Alfaroukh, coordonnateur régional de la composante Santé animale, a précisé que « la formation qui sera donnée permettra d'outiller les PRAPS pays à mieux prendre en compte la question de l'efficacité des campagnes de vaccination à travers la mesure de l'augmentation de la séroprévalence post-vaccinale de la peste des petits ruminants et la diminution de la séroprévalence des troupeaux pour la péripneumonie contagieuse bovine. »

En d'autres termes, le Pr Alfaroukh a noté que cette « formation est un des facteurs d'appréciation du succès des campagnes de vaccination, de la bonne utilisation des vaccins et de la bonne conduite des équipes durant les campagnes de vaccination. » En somme, la présente formation devrait permettre aux services vétérinaires ciblés, d'apprécier la pleine mesure de la qualité de leur action de vaccination sur le terrain.





UNITES NATIONALES DE COORDINATION -PAYS

FORMATION EN SEROMONITORING: SOUS LE SIGNE DE L'IMMUNISATION DU CHEPTEL

Cet impératif est dicté, selon le Pr Alfaroukh, par la « dynamique actuelle en matière de surveillance et de lutte contre les maladies animales dans le monde qui exige une performance accrue, une réactivité sans faille et des mesures urgentes pour minimiser les dégâts, les pertes économiques et humaines au regard de la propagation rapide des pathologies animales qui font trembler les pays qui n'ont d'autres choix que d'améliorer la qualité de leurs services vétérinaires. »

Pour faciliter la formation, la Coordination régionale en Santé animale parrainée par l'OIE, a fait appel aux chercheurs du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD). Ce choix n'est pas fortuit puisque le CIRAD a, en son sein, le laboratoire mondial de référence de la PPR et de la PPCB qui se trouve être le laboratoire de référence de l'OIE. En réalité, les chercheurs du CIRAD ont toujours apporté leur appui et partagé leur savoir-faire et leur compétence avec leurs partenaires des pays membres du PRAPS, a encore ajouté le Pr Idriss Alfaroukh. Il a, de ce fait, invité les participants à s'efforcer au mieux de maîtriser tout le contenu de cette formation pour l'appliquer, non seulement dans le cadre du PRAPS, mais aussi dans toutes les activités de vaccination à toutes les échelles. Pour lui, c'est la condition sine qua non « pour la mise en place de mécanismes statistiques adéquats destinés à la réalisation des échantillonnages des prélèvements sur le terrain et le traitement approprié des analyses sérologiques correspondantes. »

C'est dans cette optique que le Dr Sakho a estimé qu'à elles deux, la PPCB et la PPR constituent « une menace réelle pour la productivité de l'économie pastorale et entraînent des répercussions négatives de grande ampleur sur les conditions de vie des communautés pastorales des pays sahéliers. » Selon lui, cette situation reste liée à l'état de nos services vétérinaires qui souffrent trop souvent d'un sous-investissement chronique occasionnant parfois une diminution très importante de leur capacité d'interventions sur le terrain, en général et aux frontières, en particulier. Ici et là, le taux vaccinal ne dépasse guère les 30 à 40%,

alors que l'OIE préconise un taux de vaccination de 80% pour mettre à l'abri les étables, les porcheries, les bergeries et les poulaillers. « Votre présence à cet atelier de formation, a adressé le Dr Sakho aux participants, témoigne de l'intérêt que nos pays portent au développement des ressources animales, base de nos économies nationales et en particulier de l'économie rurale de nos pays respectifs. » En effet, les systèmes d'élevage pastoraux mobiles disposent, à son avis, d'importants atouts et potentialités sur lesquels, nos pays fondent de réels espoirs pour propulser un développement durable à visage humain. Pour faire face à l'endémicité de la PPR et de la PPCB, a encore

précisé le Dr Sakho, de nouvelles stratégies sont mises en œuvre au Sénégal pour atténuer la prévalence de ces affections. Il s'agit d'abord d'assurer une couverture optimale du territoire national en ressources humaines bien formées, correctement équipées en matériel technique d'intervention et de froid et suffisamment mobiles, grâce à la mise à disposition de moyens logistiques de qualité. Il s'agit ensuite de réhabiliter et de construire un nombre suffisant de parcs à vaccination afin de sécuriser les opérations vaccinales et d'optimiser les résultats. Il s'agit, en troisième lieu, de porter des efforts accrus sur la production et le stockage de vaccins pour couvrir les besoins du Sénégal.

A cet effet, un système de lyophilisation d'une grande capacité sera mis à la disposition de l'ISRA Productions pour un coût d'environ 1 milliard 500 millions de francs CFA.

Le marché a été attribué et une première avance de plus de 450 millions de francs débloquée pour diligenter la mise en œuvre de cet outil.

Il s'agit enfin et surtout, de développer une grande campagne de communication de masse sur la prévention contre les maladies animales à l'intention des éleveurs. L'accent sera mis sur le déploiement de caravanes de sensibilisation et la diffusion de supports audiovisuels à travers les télévisions nationales, les radios privées et surtout les radios communautaires.





UNITES NATIONALES DE COORDINATION -PAYS

Remise de 12 dictaphones à l'Union des radios communautaires (URAC)

Au titre de la convention de partenariat signée le 22 février 2017, le coordonnateur du Projet régional d'appui au pastoralisme au Sahel (PRAPS) a remis officiellement douze dictaphones au Président de l'Union des radios associatives et communautaires du Sénégal (URAC).



La cérémonie de remise du don a eu lieu le vendredi 14 juillet dans la salle de conférences du Projet situé au 4^e étage de l'Immeuble Elysée II à Sacré Cœur III. Ces dictaphones d'une haute performance technique et technologique sont destinés au siège de l'URAC et aux onze radios locales qui appuient la politique de communication participative du PRAPS au niveau des huit départements couverts par le projet. Cette stratégie communicationnelle met l'accent sur la pérennisation du projet et son appropriation par les bénéficiaires.

En remettant le matériel au Président de l'URAC, Talla Dieng, le Dr Ibrahima Niang, coordonnateur du PRAPS, a mis en exergue l'importance des radios de proximité dans l'approche de communication participative développée par le Projet. A cet effet, le Dr Niang a rappelé que la Banque mondiale définit la participation comme étant « le processus par lequel les parties prenantes influencent les initiatives de développement ainsi que les décisions et les ressources qui les affectent, et en partageant le contrôle ».

Du point de vue de la communication du PRAPS Sénégal,



cette approche s'appuie principalement sur la communication de proximité, à travers les médias de masse légers.

Le principal média léger et, de loin le moins coûteux, est la radio locale dite communautaire, à côté de la radio commerciale et de la radio de service public.

Pour le coordonnateur du PRAPS Sénégal, « la radio communautaire est donc un instrument idéal pour assurer le portage des messages du Projet et de ses partenaires vers les communautés d'éleveurs. Et c'est en cela, que nous avons fait de l'URAC un partenaire stratégique privilégié pour la bonne conduite de notre politique de communication ». Dans le cadre du partenariat URAC-PRAPS, le

Dr Niang a jugé bon, après les deux ateliers organisés sur la planification des émissions pastorales, d'organiser au courant de la prochaine année budgétaire un atelier de renforcement de capacités des radios partenaires en communication sociale et environnementale et en communication des risques ou communication de crises. De plus, pour permettre aux radios communautaires de bénéficier des retombées du Projet, un certain nombre d'équipements pourra leur être fourni pour les aider à performer à l'image des dictaphones.

C'est d'ailleurs la principale suggestion du Président de l'URAC. Talla Dieng, après avoir sincèrement remercié le Projet pour sa contribution à l'autonomisation des radios communautaires, a souhaité un appui en ordinateurs fixes et autres petits matériels qui plombent l'épanouissement quotidien des radios de proximité. Il a également plaidé pour un élargissement rapide de la convention à toutes les radios communautaires qui émettent dans les zones couvertes par le Projet. Cette éventualité est envisageable avec l'arrivée prochaine d'un projet complémentaire de la Banque islamique de développement (BID) au PRAPS. L'élargissement du Projet à six autres départements, en plus des huit actuellement couverts par le projet, devrait justifier l'expansion de la convention avec l'URAC à d'autres radios locales.





UNITES NATIONALES DE COORDINATION -PAYS

MISSION D'APPUI DE LA BANQUE MONDIALE AUX 6 PAYS PRAPS

N'Djamena, la capitale tchadienne a abrité du 18 au 27 mai 2017, les travaux de la mission d'appui pour la mise en œuvre des Composantes “ **Amélioration de la gestion des ressources naturelles**” et “ **Facilitation de l'Accès aux Marchés**” des six pays du PRAPS. Cette activité s'inscrit dans le cycle de missions d'appui semestrielles de la Banque mondiale.

A la différence des missions précédentes la rencontre de N'Djamena a uniquement réuni les équipes des composantes 2 et 3 des six pays PRAPS et du CILSS. L'enjeu a été d'échanger sur les mécanismes de mise en œuvre de ces deux composantes consacrées respectivement à la gestion des ressources naturelles et à l'accès au marché.

PRAPS: DES REALISATIONS AU PROFIT DES PASTEURS ET AGROPASTEURS

Au cours des travaux en commission, de l'état de mise en réalisations, il ressort des avancées notables dans les atteintes des objectifs. Afin d'améliorer leurs performances, les experts ont sollicité quelques missions d'appui .

Au niveau régional, le CILSS a fait le point sur les différentes activités menées au compte des Composantes concernées. Pour la Composante “ **Amélioration de la gestion des ressources naturelles**”, des visites dans les différents pays ont été effectuées à la demande du Mauritanie et le Burkina Faso. Des appuis leur ont été également apportés pour la mise en œuvre des accords sociaux par le biais d'un consultant.

Un mode opératoire commun a été défini et une note a été élaborée sur comment entreprendre les accords sociaux.

La question relative à la planification des investissements a conduit à recommander la tenue de concertations avec les autres partenaires en vue d'une implantation optimale des infrastructures.

Au sujet de la composante 3, “ **Facilitation de l'Accès aux Marchés**”, une mission d'appui à l'opérationnalisation du SIM Bétail du Niger a été réalisée par le CILSS. Des différents processus, des instruments juridiques encadrant le commerce et le transport des animaux seront évalués et améliorés.

Il a été noté quelques difficultés dans des pays relatives à la validation des sites et à l'implantation des ouvrages dans certaines zones pastorales.

IMPLICATION DES PARTIES PRENANTES DANS LA REALISATION DES OUVRAGES

L'ingénierie sociale, la réalisation du screening avant l'obtention des accords sociaux, l'établissement d'un canevas pour des accords sociaux, l'insécurité dans les pays qui entrave la mise en œuvre des activités ont été des sujets d'intérêt commun aux participants à ladite mission.

Afin de faciliter la réalisation des objectifs du Projet, l'implication des organisations de producteurs et des communes dans les différents processus a été fortement recommandée. Cela permettra d'atténuer les risques liés à l'insécurité.



Le défi majeur pour l'ingénierie sociale est l'adéquation entre les exigences de la Banque mondiale et celles de terrain.

LE RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT, L'UNE DES PRIORITES

La question environnementale, l'opérationnalisation des accords sociaux et les dispositifs de gestion des ouvrages n'ont pas été perdus de vue. Sur les

Accords sociaux pour les infrastructures (marché à bétail et aires d'abattage), et après la visite de la délégation du marché de Karmé, situé à 150 km à l'est de N'Djamena, il ressort qu'une multiplicité d'acteurs intervient dans les marchés. Posant à nouveau les approches participatives à intégrer pour des accords sociaux effectifs.

Des larges discussions autour des questions liées aux sites, la gestion des ouvrages ont été débattues avec les groupes cibles du projet. Avant d'arrivée à karmé situé à 150 km à l'est de N'Djamena, la mission s'est arrêtée sur un couloir de transhumance balisé par le PRAPS.

Les participants se sont longuement appesantis sur le Comité hygiène-Environnement à mettre en place pour les aires d'abattage, la Contextualisation du dispositif de veille à chaque pays, la Contribution des bénéficiaires.



Siaka BAKAYOKO, Représentant Résident de la Banque mondiale au Niger

“ Le PRAPS a contribué à mobiliser de nombreux autres partenaires techniques et financiers pour le pastoralisme au Sahel “



Le PRAPS est le ferment d'une nouvelle gamme de projets d'investissement que prépare la Banque mondiale au Sahel et en Afrique de l'Ouest pour appuyer la modernisation et l'intensification des productions animales dans les systèmes de production sédentaires complémentaires des systèmes pastoraux. Nous sommes convaincus que le

principaux défis auxquels doit faire face le pastoralisme au Sahel. Il ne s'agit point d'un colloque scientifique ni d'une réunion internationale supplémentaire sur le pastoralisme mais bien davantage d'un Forum de rencontre pour déterminer ensemble les voies et moyens de répondre le plus efficacement possible à ces grands défis.

Les produits des ETP (Notes aux Décideurs et aux Opérateurs) constituent en quelque sorte la feuille de route de la mise en oeuvre du Projet. Pour les ETP 2, il s'agit d'un autre défi: Celui de savoir mieux prévenir et gérer les crises qui affectent l'économie pastorale, de manière malheureusement récurrente.

Je rappelle que l'« Initiative du Sahel » de la Banque mondiale est née du constat que la crise devenait la normalité au Sahel. Et la gestion des crises à la ni-

PRAPS et ces nouveaux projets peuvent contribuer efficacement à notre double objectif d'éradiquer la pauvreté et de mieux répartir les fruits de la croissance.

La dimension régionale du PRAPS est essentielle, elle est fondamentale pour traiter de la situation pastorale au Sahel. Mais elle montre aussi que les résultats d'un projet régional peuvent faire plus que la somme des résultats des projets régionaux qui le constituent. Alors que certains pourraient croire qu'un projet régional est avant tout une source de tracas supplémentaires, le PRAPS montre que la coopération et l'entraide des pays est, au contraire, un catalyseur de succès pour aboutir plus rapidement- et parfois même, plus facilement -aux résultats recherchés.

Les Entretiens techniques du PRAPS (ETP) sont au coeur de cette dynamique régionale. Ils ont pour vocation de rassembler les praticiens pour échanger des connaissances, partager des savoirs -faire et dégager des orientations communes pour répondre aux



gériennes, faite de façon concertée, en associant tous les acteurs impliqués dont les organisations pastorales et les acteurs de la société civile dans le pastoralisme a donné des résultats probants à ce jour.

Je me réjouis de constater que les organisations pastorales participent activement dans

les activités du PRAPS Niger notamment dans la sensibilisation de proximité, les appuis aux groupements féminins et dans l'accompagnement des filières.

Les notes aux Opérateurs au-delà de guider les PRAPSiens dans l'action doivent aussi servir à un plus grand nombre d'acteurs.



ALBUM DU PRAPS

4^{ème} Réunion de haut niveau sur la transhumance transfrontalière apaisée



2^{ème} Edition des Entretiens techniques du PRAPS (ETP2) Niamey du 3-5 juillet 2017



ALBUM DU PRAPS

Formation en Normes et Directives d'urgence LEGS



Voyage d'études des Experts de la Composante Gestion des crises pastorales au Niger



ECHOS DU PRAPS

Bulletin Trimestriel d'information du Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel

Boulevard Moammar El Kaddafi.

03 BP 7049 Ouagadougou 03

Téléphone : +226 25 49 96 00 - Fax : +226 25 37 41 32

Site web : www.cilss.int - www.praps.cilss.int

Courriel : cilss@cilss.int

Twitter : @cilssinfos - Facebook : [systeme.cilss](https://www.facebook.com/systeme.cilss)

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Dr Djimé ADOUM, SE-CILSS

DIRECTEUR DE PUBLICATION DÉLÉGUÉE

Maty BA DIAO, Coordinatrice Régionale du PRAPS

DIRECTRICE DE REDACTION

Régina BANDE, Experte en Communication PRAPS-CILSS

ONT COLLABORE A CE NUMERO

Yoro SARR, Sénégal,

Saïdou DAOURA, PRAPS- Niger

Maimounatou TOURE, PRAPS- Mali

Dianifaba DEWA, PRAPS- Mauritanie

Abderamane MAHAMAT PRAPS- Tchad

Romuald SOMDA, PRAPS Burkina Faso

Régina BANDE, PRAPS-CILSS

CONSEILLER A LA REDACTION ET A L'EDITION

Dank Koulou Abdoul Karim, Chef de l'Unité d'Appui au Management Communication-Information- documentation du CILSS

AGENDA

16 -21 octobre au Sénégal et **23 -28 octobre 2017** au Burkina : Formation sur le SIG et la collecte des données sur tablettes

16 au 20 Octobre 2017: Atelier d'intégration des indicateurs pastoraux dans le SAP et de planification pluriannuelle au Tchad (Mara)

31 octobre - 3 novembre 2017: Missions d'appui à la mise en oeuvre du PRAPS au CILSS

1er novembre- 1er décembre 2017: Missions d'appui à la mise en oeuvre du PRAPS dans les pays PRAPS

15- 20 novembre 2017 en Mauritanie et **11 -16 décembre** au Mali: Formation des formateurs sur les Normes et directives pour l'aide d'urgence à l'élevage (LEGS - Livestock Emergency Guidelines and Standards)

11 au 15 décembre 2017: Wrap-up et CTR du à Cotonou, Bénin

Parole digne d'intérêt

«Il nous faut donc renforcer et concrétiser cette volonté politique à tous les échelons, au niveau individuel jusqu'au niveau institutionnel pour que cette avancée considérable ne puisse être annihilée par des entraves et des réticences persistantes çà et là » Hassane BAKA, Administrateur de l'Association pour la Redynamisation de l'Élevage au Niger (AREN, le 25 juillet 2017, à Maradi lors de la signature de l' Accord bilatéral sur la transhumance transfrontalière entre la Région de Maradi et l'Etat de Katsina au Nigeria

